

# LE RÉPERTOIRE RWSN 2019

DES SERVICES, TARIFS, MODES DE GESTION ET COÛTS  
GLOBAUX D'APPROVISIONNEMENT RURAL EN EAU



Compilé et rédigé par Philip T. Deal & Sean Furey





Produit par:  
Rural Water Supply Network (RWSN), Août 2019  
Skat Foundation  
Vadianstrasse 42  
St. Gall 9000  
Suisse

Première édition (06/09/2019).

Les informations sur les organisations et leurs modèles de gestion sont tirées de questionnaires complétés par les organisations concernées, d'échanges directs, d'articles revus par des pairs présentés lors du 7<sup>ème</sup> Forum du RWSN (2016) et de documents de tiers.

Les contenus de cette publications font l'objet d'une License Creative Commons:



**Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0)**

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

- Compilé par Philip T. Deal, Université d'Oklahoma
- Relecture, design et compléments par Sean Furey, Secrétariat du RWSN /Skat Foundation
- Photo de couverture : Florian Klingel © Skat – un point d'eau rural dans le Pamir, Tajikistan, 2018
- Statistiques de l'état de fonctionnement des pompes à motricité humaine (PMHs) compilées, analysées et présentées par Dr Tim Foster, Université de Technologie de Sydney (UTS) avec l'aide de Brian Banks (Water Point Data Exchange – WPDx) et Dr Juliet Willets (UTS)

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien de l'Université d'Oklahoma, USA, de Mr P. T. Deal, et à la contribution financière de l'Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC) au Secrétariat du RWSN.

Nous avons fait tout notre possible pour que tout le contenu de cette publication soit correct, et déclinons toute responsabilité en cas d'erreur factuelle. Les propriétés intellectuelles de tierce personnes sont référencées le cas échéant selon le système de référencement universitaire d'Harvard.

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de Skat Foundation, de l'Université d'Oklahoma, de la DDC, ou d'autres organisations participantes.

Suggestion de référencement :

RWSN (2019). Le répertoire RWSN 2019 des services, tarifs, modes de gestion et coûts globaux d'approvisionnement en eau rurale

La vision du RWSN est celle d'un monde où les populations rurales ont accès à des services d'approvisionnement en eau potable durables et fiables, gérés de manière efficace afin de fournir une eau potable, en quantité suffisante, à prix abordable et à une distance raisonnable du domicile des usagers.

Le RWSN est un réseau mondial de professionnels et d'organisations spécialisés dans l'approvisionnement en eau en milieu rural qui se sont engagés à développer leurs connaissances, compétences et professionnalisme, en vue de réaliser la vision du RWSN d'accès universel à des services durables d'approvisionnement en eau en milieu rural. Les individus et les organisations peuvent participer au réseau.

# SOMMAIRE

- 01 BIENVENUE!
- 02 COMMENT UTILISER CE RÉPERTOIRE
- 03 LE RÉPERTOIRE
- 04 RÉFÉRENCES ET INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
- 05 LES STATISTIQUES 2019 DES PMHs
- GLOSSAIRE ET LÉGENDE



Photo: Stephanie Theis © Skat, Nepal 2019



# 01 BIENVENUE!

*Par Sean Furey*

Bienvenue dans cette première édition du répertoire RWSN des services, tarifs, modes de gestion et coûts globaux d'approvisionnement en eau rurale.

## L'APPROVISIONNEMENT RURAL EN EAU ÉVOLUE

Le secteur de l'approvisionnement en eau des zones rurales est en pleine transformation. Afin de relever les défis de mise en œuvre de l'objectif d'un accès universel et durable à une eau potable bon marché, un nombre croissant de modes de gestion de services d'approvisionnement rural en eau innovent et évoluent.

Au cours de ces dernières décennies, l'approche projet s'est concentrée sur la construction d'infrastructures par les gouvernements et sur la gestion communautaire bénévole.

Ce focus a permis une série de succès dans de nombreux pays pendant la période des Objectifs du Millénaire pour le Développement (1990-2015), mais l'Objectif du Développement Durable 6.1 place la barre encore plus haut<sup>1</sup> et beaucoup de pays sont d'ores et déjà en retard sur leurs engagements.

## PARLONS ARGENT

Le Réseau pour l'approvisionnement rural en eau (RWSN, auparavant intitulé le Réseau des technologies PMHs ou HTN en anglais), est une plateforme professionnelle d'échange et de travail collectif active depuis 1992.

Les discussions et les contacts y portent souvent sur des sujets techniques et thématiques captivantes, mais les considérations financières sont généralement soit occultées, reléguées au second plan ou bien vagues et sans fondement chiffré. Cela arrive fréquemment car les données ne sont pas disponibles ou sont trop confidentielles pour être partagées publiquement.

La prise de décision, à tous les niveaux, est pourtant une question d'arbitrage: l'argent

octroyé à l'eau rurale ne sera de fait pas investi dans des écoles, la santé ou d'autres services essentiels, et *vice-versa*.

Si nous comptons atteindre l'objectif de l'accès universel à des services en eau potable en 2030, nous devons, en tant que professionnels de l'eau rurale, avoir de meilleures capacités analytiques financières quant aux options, opportunités et coûts de nos solutions<sup>2</sup>.

Ce Répertoire montre l'éventail croissant d'options de modes de gestion qui se développent en plus de la gestion communautaire (GC). Certaines options récentes sont encore en phase pilote, d'autres fonctionnent depuis plus d'une décennie.

Ce Répertoire est donc une contribution aux échanges globaux en cours visant à s'assurer que personne ne soit laissé(e) pour compte.

## REMERCIEMENTS...

Je souhaiterais remercier Philip Deal, un étudiant doctorant de l'Université d'Oklahoma qui s'est chargé de compiler et de rédiger ce répertoire bénévolement. Ce projet s'inscrit dans l'Initiative RWSN pour les jeunes professionnels de l'eau rurale<sup>3</sup>.

J'aimerais aussi remercier les organisations et les personnes qui ont envoyé et vérifié les informations contenues dans ce répertoire: Mathieu Metois (Inter Aide); Nicolaas Van der Wilk (Uduma); Matthias Saladin (Skat/SMART Centre Group); Adam Harvey (Whave); Andrew Armstrong (Water Mission); Kishan Nanavati (Spring Health); Monroe Weber-Shirk (AguaClara); Alejandro Meleg (SISAR); Vahid Jahangiri (EverFlow). Toute erreur ou omission relève des auteurs uniquement. La traduction française est de Léo Giordano.

<sup>1</sup> <https://sustainabledevelopment.un.org/sdg6>

<sup>2</sup> De la finance "comme les grands" pour l'eau rurale? RWSN webinaire, 2017 <https://vimeo.com/243261698>

<sup>3</sup> <https://www.rural-water-supply.net/fr/rwsn-pour-les-jeunes-professionnels>

## 02 COMMENT UTILISER LE RÉPERTOIRE

Tableau 1 : Composants de l'approche en coût global (Fonseca *et al.* 2011)

Éléments de coûts		Description
<b>Coûts d'investissement (CoûtInv)</b>  Les coûts de prestation d'un nouveau service ou d'amélioration substantielle du niveau d'un service existant	Coûts d'investissement matériel (CoûtInvMat)	Investissements dans des actifs immobilisés tels que des structures en béton, des pompes, des réseaux, des latrines pour créer ou développer un service.
	Coûts d'investissement humain (CoûtInvHum)	Investissement dans un travail partenarial ponctuel préalable à la construction, la mise en œuvre, l'extension, l'amélioration et le déploiement (notamment le renforcement ponctuel de compétences).
<b>Dépenses courantes</b>  Coûts associés au maintien d'un service existant au niveau souhaité	Coûts de fonctionnement (CoûtFonct)	Frais récurrents (habituels) liés au coût du travail, au carburant, aux produits chimiques, au matériel, à l'achat en gros de l'eau et des produits de nettoyage pour les équipements sanitaires, au coût de l'énergie, etc.
	Coûts d'entretien des actifs (CoûtsEntAct)	Coûts de renouvellement et de remplacement des actifs, dépenses occasionnelles et irrégulières pour remettre un système en état de marche (remplacement des tuyaux et des pompes par exemple).
	Coûts des capitaux (CoûtCap)	Coûts liés au paiement des intérêts sur les micro-crédits et tous les autres types de prêts.
	Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)	Coûts liés aux activités d'accompagnement au niveau opérationnel, dédiées aux prestataires de service, aux usagers ou aux groupes d'usagers.
	Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)	Coûts liés aux activités d'accompagnement aux niveaux stratégiques des autorités locales et nationales, notamment sur les sujets de planification et de politiques publiques

### BREF RÉSUMÉ DE L'APPROCHE EN COÛT GLOBAL

L'Approche en coût global (ACG) est une façon de comptabiliser l'ensemble des coûts directs et indirects liés au cycle de vie d'un produit ou d'un service, de sa construction à son démantèlement.

L'IRC<sup>4</sup> a établi la méthode la plus claire et la plus complète pour le secteur Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) à ce propos. Le tableau ci-dessus en résume les éléments principaux.

### CE RÉPERTOIRE EST:

#### Un mini-annuaire de référence

Ce Répertoire est conçu pour être concis et facile à utiliser. Gardez-en à portée de main une version imprimée que vous pourrez parcourir pour vous donner des idées.

### Une vitrine pour les innovations et les expériences réussies (et les échecs aussi ?)

Nous souhaitons donner un honnête aperçu des modes de gestion et de services nouveaux et innovants qui ont fait leurs preuves. Les prochaines éditions du Répertoire pourraient tout à fait inclure également comme entrées des expériences qui ont échoué. Par exemple, de nombreuses entrées ont pour caractéristique commune le fait d'être dépendantes des aides internationales au développement (officielles ou caritatives) – que se passe-t-il toutefois lorsque cette manne internationale s'interrompt?

### Une source d'inspiration

Nous espérons que ce Répertoire et ses prochaines mises à jour accéléreront un partage accru des données financières et des échanges plus nourris sur les tarifs, le

<sup>4</sup> <https://www.ircwash.org/news/costs>

recouvrement des coûts et les modalités de financement inclusives.

Nous voulons également donner plus de visibilité et de matière à discussion à l'ensemble des composants de l'approche en coût global (ACG), notamment ceux qui sont rarement évoqués ni présentés tels que les coûts d'accompagnement et les coûts des capitaux.

### **CE RÉPERTOIRE N'EST PAS:**

**Une analyse comparée et détaillée des différents modes de gestion**

Les entrées présentées ici n'ont fait l'objet d'aucune analyse ni évaluation de notre part. Nous vous recommandons en revanche deux études récentes pour cela:

*WaterAid/Aguaconsult (2018) "Management models for piped water supply services", WaterAid, October 2018.<sup>5</sup>*

*World Bank Group (2017) "Sustainability Assessment of Rural Water Service Delivery Models: Findings of a Multi-Country Review". World Bank, Washington, DC<sup>6</sup>.*

**Une base de données décisive des coûts de référence**

Les chiffres présentés dans les entrées du Répertoire sont agrégés et dépendent souvent très fortement de leur contexte. La Banque Mondiale, et d'autres partenaires, travaillent actuellement sur des indicateurs de référence pour l'approvisionnement rural en eau et leur rapport doit être publié en 2019

**Les chiffres et les informations de ce Répertoire proviennent directement des organisations concernées et/ou de documents publiés et n'ont pas été vérifiés par le RWSN.**

### **Un recueil exhaustif**

Le point de départ de cette première édition a été le 7<sup>e</sup> Forum du RWSN qui s'est tenu à Abidjan en 2016. Plusieurs modes de gestion ont été présentés à cette occasion et ont fait l'objet d'articles revus par des pairs<sup>7</sup>. D'autres organisations ont été contactées par la suite et nous avons inclus celles qui nous ont répondu.

### **TTTT+A: D'où vient l'argent?**

Dans cette édition, nous n'avons pas inclus de données ou d'analyses sur la provenance de l'argent pour couvrir les coûts du cycle de vie. Une récente discussion électronique du RWSN a tenté d'aborder certaines de ces questions [8]. Outre les fameux Tarifs, Taxes et Transferts (3T), il y a un 4<sup>e</sup>me "T" pour le temps consacré à la collecte de l'eau (un coût pour les ménages qui est généralement négligé et retombe sur les épaules des femmes et des enfants) et il y a le "A" d'auto-alimentation (ménages investissant dans leur propre approvisionnement en eau) qui est répandu dans le monde mais généralement ignoré des entreprises d'eau, des gouvernements et des agences humanitaires.

### **COMMENT FAIRE RÉPERTORIER VOTRE SERVICE**

Nous avons l'intention de publier une nouvelle version de ce Répertoire chaque année afin de mettre à jour les entrées existantes et de donner la possibilité à d'autres références de services et d'organisations d'être répertoriées.

Faire répertorier votre approche est très facile. Si vous souhaitez que nous examinions votre initiative pour la prochaine édition, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat du RWSN et nous vous enverrons le formulaire à remplir.

Vous pouvez également trouver ce formulaire en ligne à l'adresse suivante:

[www.surveymonkey.com/r/rwsn-directory](http://www.surveymonkey.com/r/rwsn-directory)





















<sup>5</sup> <https://washmatters.wateraid.org/publications/management-models-for-piped-water-supply>

<sup>6</sup> <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27988>, en anglais

<sup>7</sup> <https://rwsn7.net/content/sustainable-services/>, en anglais

## 03 LE RÉPERTOIRE

Les entrées sont listées par ordre alphabétique. Retrouvez facilement la légende sur la dernière page.

Nom	Type de mode de gestion	Type de service	Zone(s) concernée(s)
AguaClara	CBM-1 LG-1 PB-1	 	Honduras, Nicaragua, Inde
BESIK Program	LG-1 LG-2 LG-3	 	Timor Oriental
EverFlow	CBM-3	PPP 	Ouganda (districts d'Apac et de Kwanja)
Fundifix	PV-1 CBM-2	PPP  	Kenya (dépts de Kwale et Kitui)
Inter Aide	CBM-3 LG-2 LG-3 NGO-1 NGO-2	  PPP 	Malawi, Éthiopie, Madagascar, Mozambique, Sierra Leone, Haïti
RWSSP	CBM-2 LG-1		Tadjikistan, Ouzbekistan
SISAR	CBM-4		Brésil (État de Cearà)
SMART Centres (Centres SMART)	CBM-3 NGO-1	  	<u>Bien établis:</u> Tanzanie, Malawi, Mozambique, Zambie, <u>Phase de lancement:</u> Éthiopie, Kenya, Nicaragua
Spring Health	PV-2		Inde (Orissa)
Uduma	PV-1	PPP	Burkina Faso
Water for Good	CBM-2		République centrafricaine
Water Mission	CBM-2 NGO-1 NGO-3 LG-3 PV-1 PV-2	 	Pérou, Haïti, Kenya, Indonésie, Honduras, Tanzanie, Malawi, Mexique, Ouganda
WaterCredit	NGO-1 other	  	Kenya, Ouganda
Whave Solutions	CBM-3 LG-3	 PPP	Ouganda (districts d'Amaudat, Kaabong, Kamuli, Kotido, Kumi, Mityana, et Nakaseke)

# AguaClara

CBM-1

LG-1

PB-1



**Pays de mise en oeuvre** Honduras, Nicaragua, Inde

**Description du contexte** En 2015, près de 85% des gens en Inde et au Honduras disposaient de services d'approvisionnement en eau au moins « élémentaires ». La couverture était aussi de plus de 79% pour les quintiles les plus pauvres. Cependant, très peu de sources sont gérées de façon sécurisée au Honduras. Et seul un nombre très limité des communautés de moins de 50 000 personnes y jouit de l'eau du robinet.

**Description du service d'approvisionnement en eau** AguaClara utilise un système d'approvisionnement gravitaire pour traiter l'eau et la distribuer dans le réseau d'adduction. Les étapes habituelles de la chaîne de traitement sont : dessablage, désinfection chimique, floculation, filtre en floccs, sédimentation, et filtre à sable rapide.

**Tarification** Les tarifs vont de 3 à 5 USD par ménage par mois.

**Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds** Le recouvrement des paiements et la gestion des fonds sont effectués soit par un comité de gestion villageois soit par la municipalité. La collecte classique communautaire et participative est également pratiquée.

**Politiques d'inclusion sociale** Le comité de gestion villageois peut subventionner les tarifs des personnes âgées et des veuves qui n'ont pas les moyens de les assumer seules.

**Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)** Agence Suisse pour le Développement & la Coopération (SDC), Université de Cornell, AguaClara Cornell, AguaClara Reach, Agua Para el Pueblo, Agua Para la Vida, Water for People, Gram Vikas

**Pour davantage d'informations** <https://www.aguaclarareach.org/>



## AguaClara Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Non pris en charge

<b>Approche en Coût Global</b>	La station de traitement des eaux d'AguaClara est une solution de long terme et abordable d'accès à un réseau d'eau courante. Alimenté par la gravité et équipé d'un minimum de pièces amovibles, le système est solide et performant dans une approche en coût global. Actuellement, 18 des 20 stations de traitement couvrent leurs frais opérationnels courants.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	Les coûts standards de conception, construction, formation, et transfert sont d'environ 10 000 USD par L/s de production. Ces coûts sont en général financés par les autorités locales ou les partenaires bailleurs. Les communautés, dont la population varie de 1 500 à 12 000 personnes, ont couvert entre 10% et 100% de ces dépenses initiales d'investissement.
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	Les principales dépenses de fonctionnement sont les coûts de main d'œuvre et l'achat de produits chimiques, avec des réparations occasionnelles sur les quelques parties amovibles (robinets à flotteur). Ces coûts varient en fonction de la taille de la station de traitement.
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	Pour le moment l'entretien des actifs comprend seulement les réparations de la station et du réseau. La station devrait avoir une espérance de vie de 30 ans grâce à son fonctionnement gravitaire et au nombre réduit de pièces amovibles.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	Les CoûtCap ne sont pas comptabilisés car les dépenses d'investissement ont été principalement financées par des bailleurs, des ONGs et les gouvernements – à l'exception d'une communauté qui a auto-financé sa station.
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	La majorité des coûts liés au suivi et à la formation sont couverts par les tarifs ou financés par l'autorité locale.
<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	L'agence régulatrice de l'eau au Honduras et le Ministère de la santé mesurent périodiquement la qualité de l'eau. Ils prennent ainsi en charge les coûts de vérification externe et de surveillance. L'accompagnement annexe pour la recherche, l'élaboration des programmes et la formation provient d'ONG partenaires et de l'Université de Cornell.
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	Inclus: CoûtInv Station de traitement AguaClara: 40 USD/personne Inclus: CoûtFonct, CoûtEntAct, CoûtAD Gestion: 7 à 13 USD/personne/an <i>*Ces chiffres varient en fonction de la taille de la communauté</i>

Année: 2018

# Programme BESIK

LG-1

LG-2

LG-3



<b>Pays de mise en oeuvre</b>	Timor oriental
<b>Description du contexte</b>	<p>En 2015, dans les zones rurales du Timor oriental, 60% des personnes avaient accès à des services « élémentaires » d'approvisionnement en eau<sup>8</sup>. Ce chiffre masque une forte disparité entre les classes aisées et les classes populaires, avec 72% du quintile le plus riche ayant accès à ces services d'eau "élémentaires" contre seulement 36% pour le quintile le plus pauvre.<sup>9</sup></p> <p>Le Timor oriental est principalement équipé de réseaux d'adduction gravitaires ou alimentés à l'électricité. Mis à part quelques pompes ou puits à motricité humaine sur les littoraux, l'eau est distribuée par l'intermédiaire de bornes fontaines publiques équipées de robinets.</p>
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	Le programme BESIK visait à créer des contrats d'entretien et de petites réparations à destination des structures en charge des réseaux d'adduction d'eau. Ces contrats de gestion étaient établis avec l'autorité locale, une entreprise privée ou bien un agent communautaire. Les dépenses nécessaires d'entretien des actifs (CoûtEntAct) sur le long terme ont fait l'objet d'une étude.
<b>Tarification</b>	Les communautés paient une cotisation mensuelle de 0.50 à 1 USD par ménage.
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	Les communautés collectent les paiements des tarifs et les remettent à un groupe de gestion communautaire. En 2016, ils prévoyaient de rassembler plusieurs systèmes de forage pour réaliser des économies d'échelle.
<b>Politiques d'inclusion sociale</b>	Il existe des projets de création de subventions pour les tarifs des réseaux d'adduction.
<b>Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)</b>	Direction Nationale des Services d'Eau, Ministère australien des affaires étrangères et du commerce (DFAT)
<b>Pour davantage d'informations</b>	<a href="https://rwsnforum7.files.wordpress.com/2016/11/full_paper_0239_submitter_0294_choksey_jonathan.pdf">https://rwsnforum7.files.wordpress.com/2016/11/full_paper_0239_submitter_0294_choksey_jonathan.pdf</a>

<sup>8</sup> <https://washdata.org/>

<sup>9</sup> [https://washdata.org](https://washdata.org/)

## BESIK Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge mais non couverts à ce jour	Pris en charge mais non couverts à jour	Pas d'information	Non pris en charge	Pas d'information

<b>Approche en Coût Global</b>	En 2016, ces réseaux d'adduction étaient fortement subventionnés et nécessitaient un soutien financier considérable. En moyenne, le montant total des cotisations communautaires était estimé à seulement 600 USD par an. Dans le cas d'une communauté ayant fait l'objet d'une étude détaillée, ces cotisations ne couvraient que 38% des dépenses de fonctionnement.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	Le montant élevé des dépenses d'investissement nécessitait le soutien de financeurs extérieurs. Le coût de création d'un nouveau réseau d'adduction était estimé à 93 500 USD, et un nouveau forage à environ 15 350 USD.
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	Les dépenses de fonctionnement annuelles comprenant les salaires, les frais administratifs et de bureau, les déplacements, l'électricité, les matériaux, et les véhicules s'élevaient à environ 37 720 USD par an, soit approximativement 21 USD par personne et par an.
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	L'évolution de plusieurs dépenses de grosses réparations et de réhabilitation – notamment le remplacement des pompes, des panneaux de contrôle, des collecteurs et d'autres équipements mécaniques et électriques – a été suivie sur trois ans. 103 100 USD ont été dépensés au total sur 73 sites entre 2012 et 2015. Soit l'équivalent de 2.70 USD par personne et par an.  Exemples précis: 8 350 USD pour le remplacement d'une pompe solaire 3 350 USD pour un panneau de contrôle 3 phases 4 350 USD pour la réhabilitation d'un forage
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	-
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	-
<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	-
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	Inclut: CoûtInv, CoûtEntAct Contrat de service: 23.70 USD/personne/an

Année: 2015/16

# EverFlow

CBM-3



PPP

<b>Pays de mise en oeuvre</b>	Ouganda (districts d'Apac et de Kwanja)
<b>Description du contexte</b>	En 2015, dans les zones rurales de l'Ouganda, 32,5% des gens avaient accès à un service d'approvisionnement en eau au moins « élémentaire ». <sup>10</sup> Ce pourcentage se retrouve dans la plupart des quintiles, mis à part celui des ménages les plus riches pour lequel 50% des gens ont accès ce type de service « élémentaire ». <sup>11</sup>
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	<p>EverFlow fournit un service à temps-plein d'entretien et de réparation des systèmes d'approvisionnement en eau qui lui sont confiés, avec pour objectif de maximiser les périodes de fonctionnement des points d'eau. L'entreprise forme et emploie des techniciens qui se chargent de l'entretien courant, de la vérification des performances des pompes, et des révisions périodiques. Elle dispose également d'un stock de pièces détachées, tient une ligne gratuite d'appel d'urgence, et missionne les techniciens sur les sites si besoin est. EverFlow emploie aussi dans les communautés des gardiens dont le rôle est de relever quotidiennement les mesures de performance qui permettent d'informer l'administration de tout signe problématique ou avant-coureur de panne. Grâce à des indicateurs mécaniques simples et solides cette collecte d'informations permet de mieux comprendre l'état global des pompes à motricité humaine.</p> <p>En date de mai 2019, EverFlow dessert près de 15 000 personnes qui bénéficient d'un service disponible (durée ininterrompue de fonctionnement de la pompe) à 99.4% du temps. Cela est rendu possible grâce à un système réactif d'intervention d'urgence et au bon comportement des usagers - 33% des problèmes signalés sur la ligne d'appel gratuite concernent des dysfonctionnements dont le signalement permet d'éviter une panne totale.</p>
<b>Tarification</b>	Chaque communauté doit payer UGX 90 000 (~25 USD) par mois pour les services d'EverFlow. Cela équivaut à environ 0.70 USD par personne et par an pour la couverture des besoins domestiques en eau.
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	Le comité de gestion local détermine le coût par ménage et collecte les paiements. Les fonds sont ensuite versés sur le compte en banque d'EverFlow. Lorsqu'EverFlow dispose des fonds, ces derniers sont alloués pour couvrir différentes dépenses courantes et futures, notamment les salaires des mécaniciens et des gardiens locaux, le remplacement des pièces usées, les provisions pour gros travaux et les frais d'administration généraux. Le système contient une provision permettant l'interruption du service d'eau en cas de non-paiement des tarifs, car le revenu issu de ces paiements mensuels est la base d'une entreprise financièrement viable.
<b>Politiques d'inclusion sociale</b>	C'est le comité de gestion qui est chargé par EverFlow de déterminer qui est en capacité ou accepte de payer le tarif.

<sup>10</sup> <https://washdata.org>

<sup>11</sup> <https://washdata.org>

**Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s)**  
(si pertinent)

International Lifeline Fund  
Thrive Networks  
George Wolf Memorial Trust  
Generosity.org

**Pour davantage d'informations**

<http://lifelinefund.org/work/uganda/clean-water/>

[www.everflowafrica.com](http://www.everflowafrica.com)

## EverFlow Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Pas d'information	Pris en charge mais non couverts à ce jour	Non pris en charge

### Approche en Coût Global

EverFlow utilise les tarifs principalement pour couvrir les frais de fonctionnement et les frais d'entretien des actifs. À ce stade, l'entreprise ne prend en charge ni les coûts de construction ni les frais d'accompagnement. Le tarif annuel de 300 USD est réparti ainsi actuellement:

9% salaire du mécanicien  
11% salaire du gardien  
13% frais de gestion  
17% pièces d'usure courantes  
50% provisions pour les gros travaux et les pièces coûteuses

#### *Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)*

Tous les coûts de construction sont délégués aux financeurs extérieurs coordonnés par l'International Lifeline Fund. Les communautés sont encouragées à respecter les échéanciers de paiement car cela facilitera le recours futur à ces fonds extérieurs pour financer les améliorations des infrastructures et des services.

#### *Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)*

La moitié du revenu tarifaire est utilisée pour couvrir les frais de fonctionnement et les petites réparations. Cela représente 150 USD par an par communauté.

#### *Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)*

L'autre moitié du revenu tarifaire est provisionnée pour de futurs remplacements ou réparations de grande envergure. Cela représente 150 USD par an par communauté.

#### *Coûts des Capitaux (CoûtCap)*

-

#### *Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)*

Seules les dépenses d'accompagnement direct telle que l'assistance en ligne sont prises en charge. Les autres frais administratifs, tels que le marketing, le suivi et l'assistance complémentaire au-delà des techniciens, sont actuellement couverts par des fonds extérieurs. EverFlow approchant progressivement l'échelle de 1 000 communautés (soit 500 000 personnes), ces frais devraient bientôt pouvoir être couverts par le revenu tarifaire également.

#### *Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)*

Les coûts de développement et les frais généraux nécessaires à la création de l'entreprise sont financés par des sources externes.

#### *Total des coûts (TotCoûts)*

Inclus: CoûtFonct, CoûtEntAct, quelques CoûtAD  
0.75 USD/personne/an

Année: 2018



## Fundifix

PV-1

CBM-2

PPP



<b>Pays de mise en oeuvre</b>	Kenya (Dépt de Kwale et de Kitui)
<b>Description du contexte</b>	<p>En 2015, dans les zones rurales du Kenya, 50% des gens avaient accès à un service « élémentaire » d'approvisionnement en eau. Ce pourcentage global masque une grande disparité entre riches et pauvres : 70% du quintile le plus riche dispose d'un accès « élémentaire », mais seuls 28% du quintile le plus pauvre dispose d'un accès de ce type. Le département de Kitui se trouve dans une région aride et semi-aride (ASAL) du Kenya, et avait en 2016 un taux de pauvreté de 47.5%, plus de 10 points au dessus de la moyenne nationale de 36.1%. Kwale est un département côtier semi-aride et en 2016 70% de sa population vivait sous le seuil de pauvreté.</p>
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	<p>FundiFix est une entreprise sociale à but non-lucratif établie en 2014 qui gère des franchises départementales. Chaque franchise propose des services d'entretien préventif et de réparations pour les infrastructures rurales d'approvisionnement en eau installées dans les villages, les écoles et les établissements sanitaires. Le modèle FundiFix applique aux services d'eau ruraux la logique assurantielle de minimisation du risque par mutualisation à échelle afin de réduire les coûts d'entretien et d'améliorer la mise œuvre du service.</p> <p>Les contrats d'entretien avec les comités de gestion de l'eau (CGEs) se basent sur la performance de FundiFix. Si l'entreprise n'effectue pas les réparations des pompes sous trois jours et celles des réseaux sous cinq jours, alors la prestation est ensuite fournie gratuitement pendant le mois suivant. Les bras des pompes sont équipés de capteurs qui permettent de suivre à distance l'utilisation et la fonctionnalité des équipements.</p>
<b>Tarification</b>	<p>Les paiements de ce service de réparation et d'entretien sont collectées mensuellement auprès des CGEs selon un tarif forfaitaire pour les pompes à motricité humaine et un tarif au volume réel consommé pour les réseaux. Pour une PMH, le tarif est de 10 USD/mois en moyenne. Les PMHs peu utilisées, les écoles et les villages pauvres paient un tarif préférentiel subventionné – 5 USD/mois ou 1 USD/mois – en fonction de l'évaluation que fait FundiFix de leurs capacités financières.</p> <p>Les tarifs fixés pour les réseaux d'adduction sont établis en fonction des volumes d'eau prélevés et de la taille/complexité du réseau. Les versements à FundiFix vont de 30 à 40% de la facturation mensuelle d'un réseau d'adduction.</p>
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	<p>Les CGEs règlent les montants du contrat d'entretien et de réparation à FundiFix en avance avec M-PESA, un service de télépaiement par téléphone portable présent au Kenya. Certains membres des CGEs reçoivent des notifications et des relances par SMS. Les CGEs se chargent ensuite de répercuter et de collecter les paiements auprès des ménages. L'eau est distribuée grâce à un réseau de kiosques, de bornes-fontaines ou de branchements domestiques, avec un système de paiement sur site à la demande très répandu. Le Trust des Fonds d'Entretien regroupe les contributions financières des impôts, des</p>

transferts, et des investisseurs pour couvrir le reste des coûts du programme d'entretien.

**Politiques d'inclusion sociale**

Les données sur l'usage réel des pompes à motricité humaine permettent de concevoir une grille de tarifs selon une utilisation régulière, faible ou pour des cas particuliers, faible ou pour des cas particuliers. La plupart des communautés ont des usages réguliers; ceux dont la consommation est moindre paient un tarif moins élevé; et les cas particuliers, notamment les écoles, les cliniques et autres équipements dotés de PMHs bénéficient d'un tarif réduit. Ce tarif réduit donne accès à une aide gouvernementale.

**Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)**

Université d'Oxford, UK DFID, UK Science Councils (Programme UPGro / Programme REACH), USAID Sustainable WASH Systems programme

**Pour davantage d'informations**

<http://fundifix.co.ke/>

<http://www.oxwater.uk/research.html>

<https://www.smithschool.ox.ac.uk/research/water/report-performance-based-funding.html>

[https://rwsnforum7.files.wordpress.com/2016/11/full\\_paper\\_0224\\_submitter\\_0276\\_goodall\\_susanna1.pdf](https://rwsnforum7.files.wordpress.com/2016/11/full_paper_0224_submitter_0276_goodall_susanna1.pdf)

## FundiFix Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge mais non couverts à ce jour	Co-pris en charge	Non pris en charge	Pris en charge mais non couverts à ce jour	Pris en charge mais non couverts à ce jour

<b>Approche en Coût Global</b>	FundiFix se concentre sur les postes de dépense courants de CoûtFonct, CoûtAD et CoûtAI. Les tarifs payés par les CGEs ne couvrent pas à eux seuls l'ensemble de ces coûts. Toutefois des Trust locaux de Fonds d'Entretien permettent, sur la base des performances réalisées, de mobiliser des financements complémentaires auprès des impôts, des transferts et des investisseurs externes. Les tarifs payés par les usagers/CGEs couvrent 15-20% des coûts de fonctionnement de FundiFix. Le déficit est financé par ces Trusts locaux qui fixent en échange une série d'objectifs et d'indicateurs clefs à FundiFix pour optimiser l'impact social de son activité.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	Au Kenya, les autorités départementales sont légalement responsable de la provision d'eau potable en quantité suffisante pour tous. C'est donc principalement à elles qu'incombent les CoûtInv. Les autres acteurs qui participent au financement des CoûtInv sont notamment : les organisations non-gouvernementales, les bailleurs bilatéraux et les agences nationales d'aide au développement. Cela inclut les CoûtInvHum dès la phase conception des nouveaux projets.
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	Les dépenses de fonctionnement et d'entretien des infrastructures sont couvertes par les tarifs, dont la collecte est habituellement assurée par les CGEs. Les CGEs paient ainsi pour ces dépenses qui incluent le forfait mensuel d'entretien et de réparation facturé par FundiFix, le salaire des employés, le carburant, l'électricité et les autres coûts de gestion administrative.
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	Le service proposé par FundiFix est l'objet d'un contrat tripartite entre l'entreprise, le CGE et l'autorité départementale concernés. D'après ce contrat, l'autorité départementale se doit de réhabiliter l'infrastructure d'approvisionnement en eau lorsqu'elle est endommagée avant de signer avec FundiFix, d'assurer la surveillance/gouvernance de la mise en œuvre du contrat, et de remplacer les équipements lorsque l'infrastructure est irréparable.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	Les autorités départementales/nationales assument les coûts des capitaux lorsque le développement des infrastructures rurales d'approvisionnement en eau est financé par l'emprunt.
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD) et Coûts de d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	Les dépenses liées au suivi évaluation, à la supervision des élections, au contrôle des opérations, et aux conseils/contrôles techniques sur la gestion des actifs etc. sont couvertes par les autorités départementales. Il est peu probable à moyen terme que les tarifs permettent de couvrir totalement les CoûtAD et les CoûtAI. FundiFix propose aux CGEs signataires de former les membres des CGEs et les gestionnaires des infrastructures pour améliorer la gestion, réduire les éventualités de pannes, et optimiser la collecte et le suivi des données.  Dans le cas de FundiFix, les CoûtAD et les CoûtAI des services d'entretien et de maintenance sont pour le moment subventionnés par les Trust départementaux de Fonds d'Entretien.
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	1.5 – 2 USD par personne par an. Inclus: Les CoûtFonct, CoûtAD, et CoûtAI de FundiFix.

Année: 2018

## Inter Aide

CBM-3

LG-2

LG-3

NGO-1

NGO-2

**Pays de mise en œuvre**

Malawi\*, Éthiopie, Madagascar, Mozambique, Sierra Leone, Haïti  
\*Focus sur une étude de cas

**Description du contexte**

Dans les zones rurales au Malawi en 2015, 63.5% des gens avaient accès à un service « élémentaire » d'approvisionnement d'eau.<sup>12</sup> Cependant si l'on met de côté le quintile le plus riche, le pourcentage moyen d'accès à ces services « élémentaires » dans les autres quintile diminue juste en dessous de 50%.<sup>13</sup>

**Description du service d'approvisionnement en eau**

Depuis 2008 Inter Aide a diversifié ses activités de forage et de construction de puits au Malawi et propose également des services d'entretien et réparation. Des mécaniciens privés locaux ont été formés et organisés en équipes afin de desservir environ 50 pompes à motricité humaine chacun, et une solide chaîne d'approvisionnement en pièce détachées de PMH a été créée en partenariat avec les boutiques des trois districts concernés. Ces mécaniciens sont embauchés et affectés à des missions d'entretien et de réparation régulières. Ce système inclut désormais 175 boutiques et 430 mécaniciens desservant environ 22 000 pompes à motricité humaine. D'anciens employés d'Inter Aide ont aussi créé leur propre structure depuis – BASEDA. Inter Aide et cette ONG locale s'occupent de 7 districts chacune, soit 14 au total.

**Tarification**

Pour une pompe donnée le contrat de service est établi pour une durée d'un an renouvelable. Les clauses de ces contrats incluent des visites d'inspection périodiques et l'entretien préventif des joints et des pièces d'usure pour un montant de 11 USD par an environ. Lorsqu'une réparation est nécessaire, le mécanicien local informe le Comité de Gestion de l'Eau du prix des pièces détachées à remplacer et du coût de la prestation. Le coût des réparations est estimé entre 8 – 45 USD tous les 4 – 5 ans selon le niveau d'intervention requis.

**Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds**

Les CGEs locaux collectent les fonds nécessaires pour payer les contrats de service et/ou les coûts de réparation. Dans l'idéal les comités parviennent à constituer au fil du temps une réserve prévisionnelle de trésorerie, mais le plus souvent les gens ne leur versent les fonds que lorsqu'une intervention est nécessaire. Les fournisseurs et mécaniciens d'Inter Aide n'interviennent pas dans ce processus.

**Politiques d'inclusion sociale**

Dans le cadre des contrats de service, les visites périodiques d'inspection ont délibérément lieu pendant les périodes de récoltes pour s'accorder aux revenus saisonniers. Les CGEs locaux sont chargés de déterminer qui doit, en fonction de ses capacités financières, contribuer à la couverture des coûts de l'entretien et de la maintenance des équipements.

**Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)**

Agence Française de Développement (AFD), Vitol, Waterloo Foundation, Agence de l'Eau Seine Normandie, Ville de Paris, Fonds Suez Environnement

**Pour davantage d'informations**

[www.interaide.org](http://www.interaide.org)

[www.interaide.org/watsan/malawi](http://www.interaide.org/watsan/malawi)

[www.interaide.org/pratiques](http://www.interaide.org/pratiques)

<sup>12</sup> <https://washdata.org>

<sup>13</sup> <https://washdata.org>

## Inter Aide Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Non pris en charge	Pas d'information	Non pris en charge	Pas d'information

<b>Approche en Coût Global</b>	Le coût global est estimé entre 440 – 880 USD par pompe par an, en comptabilisant les CoûtInv, CoûtFonct, CoûtEntAct, et CoûtAD. Ce coût correspond au cumul sur dix ans des coûts des contrats de service et des réparations pour toutes les pompes communautaires gérées par un mécanicien local.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	Les puits creusés à la main coûtent environ 2400 USD, alors que les forages mécaniques coûtent en moyenne 6 800 USD par puit foré.
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	Les CoûtFonct sont d'environ 20 USD par an pour un point d'eau, en comptabilisant les pièces détachées, le coût du travail, les quelques frais de réunion des comités, le nettoyage et l'entretien de la plateforme.
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	Le remplacement d'une pompe Afridev, sans compter les travaux de réparation de génie civil, coûte environ 1 400 à 1700 USD tous les 10 à 15 ans.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	-
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	Les dépenses de formation et de suivi-évaluation sont estimées à environ 10 USD par pompe par an.
<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	-
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	Inclus: CoûtInv 9,6 à 27,2 USD/personne  Inclus: CoûtFonct, CoûtEntAct, et CoûtAD 0,49 à 0,80 USD/personne/an

Année: 2018



## RWSSP

CBM-2

LG-1



<b>Pays de mise en oeuvre</b>	Tadjikistan, Ouzbékistan
<b>Description du contexte</b>	Environ 25% de la population rurale de ces deux pays a accès à l'eau potable. La vallée de Ferghana est l'une des zones les plus peuplées de cette région du monde avec une densité de population de 500 personnes par km <sup>2</sup> . Les besoins d'accès à l'eau potable y sont donc très importants.
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	L'eau est pompée depuis les nappes souterraines jusqu'à un réservoir puis distribuée à travers des réseaux d'adduction gravitaires. Il est difficile d'assurer l'alimentation constante de la pompe en électricité. Les eaux souterraines sont de bonne qualité et nécessitent seulement une légère chloration pour éviter tout risque de contamination par la suite. L'assainissement est de très mauvaise qualité dans les espaces publics et ce projet vise également à améliorer la situation à ce niveau grâce à l'installation de toilettes éco-san, de divers systèmes de traitement de l'eau, etc.
<b>Tarification</b>	Un tarif qui inclut tous les coûts, notamment l'amortissement des investissements, est prélevée par une Organisation de l'Eau Potable, ou OEP, (organisation non-commerciale et non-gouvernementale) qui gère le système. Le tarif standard est de 0.35 USD par m <sup>3</sup> . Chaque branchement domestique est équipé d'un compteur.
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	L'OEP est responsable de la gestion du système d'approvisionnement en eau, de la grille tarifaire, de l'allocation des subventions et de la gestion financière. L'OEP peut nommer et rétribuer un comité exécutif pour accomplir ces missions et effectuer des opérations mineures de maintenance.
<b>Politiques d'inclusion sociale</b>	L'OEP peut subventionner les tarifs des personnes âgées, des veuves ou des ménages ne disposant pas de ressources suffisantes pour payer le plein tarif.
<b>Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)</b>	Secrétariat International de l'Eau, Agence Suisse pour le Développement & la Coopération (SDC)
<b>Pour davantage d'informations</b>	<a href="https://www.news.admin.ch/newsd/NSBExterneStudien/882/attachment/en/3733.pdf">https://www.news.admin.ch/newsd/NSBExterneStudien/882/attachment/en/3733.pdf</a>

## RWSSP Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts

<b>Approche en Coût Global</b>	Le coût global du système RWSSP reflète celui de nombreux réseaux gérés communautairement. Les dépenses initiales d'investissement pour construire le système sont élevées, et les dépenses de fonctionnement concernent surtout les coûts électriques et de produits chimiques pour le traitement et la distribution de l'eau dans le réseau.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	L'investissement pour un réseau standard proposant des branchements domestiques s'élève à environ 300 000 USD pour un village de 5 000 personnes, soit bien en deçà de 100 USD par personne.
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	Les principaux postes de dépenses de fonctionnement sont les salaires, les impôts et les royalties, les postes mineurs étant les produits chimiques et les petites réparations. Le total de ces dépenses revient à environ 2 000 à 3 000 USD par mois.
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	L'entretien des actifs est inclus et couvert par le tarif et dont il représente 30% à 45% du coût. L'amortissement est calculé sur une période de 30 ans.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	CoûtCap n'est pas comptabilisé car les CoûtInv sont principalement financés par des bailleurs, des ONGs et les gouvernements.
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	Les dépenses d'accompagnement direct sont incluses et couvertes par le tarif.
<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	Les mesures de la qualité de l'eau sont effectuées par les services du Ministère de la santé, et leur coût est inclus et couvert dans le tarif.
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	Inclut: CoûtInv Réseau d'adduction: 60 USD/personne Inclut: CoûtFonct, CoûtEntAct Gestion et entretien: 4 USD/personne/an

Année: 2018

# SISAR

CBM-4



<b>Pays de mise en oeuvre</b>	Brésil (Cearà)
<b>Description du contexte</b>	En 2015, environ 86% des brésiliens vivant en zones rurales ont accès à des services d'eau au moins « élémentaires ». Les centres urbains affirment que 97% de leurs résidents ont accès à des services d'eau "gérés de façon sécurisée".
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	Le système SISAR est un système de gestion de l'eau organisé en plusieurs niveaux dans l'état de Cearà au Brésil. Le SISAR régional chapeaute 8 SISARs de bassin. Ces SISARs de bassin sont responsables de l'approvisionnement en eau, de l'entretien, des grosses réparations, de la formation, du contrôle qualité et de la gestion grâce à un modèle de subventions croisées entre les Associations d'Eau Communautaires (AECs) membres du système. Les deux niveaux supervisent les systèmes de traitement de l'eau des AECs, qui paient en fonction des relevés de leurs consommations. Ces AECs sont responsables du fonctionnement, de la gestion et des petites réparations des réseaux d'adduction. L'opérateur de l'AECs est formé et accompagné par SISAR.
<b>Tarification</b>	SISAR utilise une grille tarifaire par paliers que chaque AECs met ensuite en œuvre sur le terrain. Tout éventuel changement doit être préalablement voté lors de l'Assemblée Générale de SISAR pour pouvoir être appliqué. Les tarifs comprennent l'eau, l'assainissement, les dépenses énergétiques et une cotisation à l'AEC.
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	Les paiements sont collectés dans les pharmacies, les banques, ou par des applications mobiles puis gérés par SISAR, qui agit comme la banque intermédiaire à l'échelle régionale. Cette méthode est une innovation relativement récente vis-à-vis de l'ancien système de collecte manuelle par les AECs. Les AECs reçoivent ensuite les montants correspondants aux coûts énergétiques, aux cotisations AECs et aux frais généraux locaux. SISAR conserve et gère les montants propres à l'eau et à l'assainissement.
<b>Politiques d'inclusion sociale</b>	La grille tarifaire par paliers adoptée propose un tarif réduit pour les premiers 10 m³ d'eau. Après ces premiers 10m³, les prix augmentent en fonction du volume consommé. Les subventions croisées permettent aux communautés et villages plus grands d'aider les communautés et villages plus petits.
<b>Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)</b>	Companhia de Água e Esgoto do Ceara (CAGECE), État de Cearà (Brésil), Banque Allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)
<b>Pour davantage d'informations</b>	<a href="http://documents.worldbank.org/curated/en/664321506030643918/pdf/19890-WP-PUBLIC-6p-P159188-21-9-2017-10-39-35-W.pdf">http://documents.worldbank.org/curated/en/664321506030643918/pdf/19890-WP-PUBLIC-6p-P159188-21-9-2017-10-39-35-W.pdf</a>  <a href="http://sabersocial.virtual.avina.net/Conocimiento.aspx?documentId=199">http://sabersocial.virtual.avina.net/Conocimiento.aspx?documentId=199</a>

## SISAR Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts

<b>Approche en Coût Global</b>	SISAR est parvenu à couvrir ses coûts annuels de fonctionnement et à dégager un bénéfice au bout de quinze ans. Les subventions de fonctionnement de CAGECE (11.5 million d'USD) et de KfW (14.5 million d'USD) ont permis de couvrir les coûts des salaires et des véhicules pendant la période de lancement, puis elles ont été supprimées progressivement. Les comptes de huit SISARs de bassin sont positifs pour l'année 2018. En moyenne, chacun dépense 63 000 USD par mois pour la gestion et l'entretien de leurs réseaux d'adduction et collecte 82 000 USD par mois en paiement des tarifs. Les communautés et villages desservis comptent entre 39 796 et 127 968 personnes. Les registres comptables détaillés de deux SISARs montrent la répartition de ces dépenses courantes.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	Les coûts d'investissement sont financés soit par l'État de Cearà soit par des organisations internationales d'aide au développement, la principale étant KfW. Les accords de financement incluent des clauses concernant l'utilisation de compteurs micro- et macro-, le traitement de l'eau, le débit, et la création d'un branchement pour chaque ménage de la communauté.
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	Dans les registres comptables des SISARs toutes les dépenses récurrentes sont considérées en tant que "Coûts de fonctionnement". Les nomenclatures concernant les petites réparations, les frais de personnel, les produits chimiques, les frais administratifs et l'entretien courant reviennent à un total de 6.24 USD par personne par an.
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	Les nomenclatures concernant les grosses réparations, la restauration des réseaux et le remplacement des équipements et du matériel reviennent environ à 3.96 USD par personne par an. Le niveau de précision des registres comptables permet des ajustements entre les dépenses de CoûtFonct et CoûtEntAct.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	Les dépenses de CoûtCap couvrent majoritairement les frais financiers, le remboursement des prêts et les tarifs bancaires. Ils sont estimés à environ 0.85 USD par personne et par an. Ce calcul ne prend pas en compte le remboursement des prêts considérables liés aux CoûtInv initiaux et à la construction, car ces coûts de lancement ne sont pas du ressort des SISARs.
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	Un seul SISAR avait des frais directement liés au suivi-évaluation, ceux des analyses de l'eau. Cela coûtait environ 0.12 USD par personne par an. De nombreux autres coûts d'accompagnement direct sont probablement comptabilisés dans les nomenclatures de personnel de transport.

<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	Les impôts et les charges domaniales sont comptabilisés comme des coûts d'accompagnement indirect et sont estimés à environ 0.13 USD par personne par an. Comme pour les CoûtAD, il est difficile de séparer certaines sous-catégories dans les nomenclatures existantes.
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	Inclues: CoûtFonct, CoûtEntAct, CoûtCap, CoûtAD, CoûtAI Dépenses courantes: 11.22 USD/personne/an Redevance: 12.72 USD/personne/an
<i>Année: 2018</i>	



## SMART Centres (Centres SMART)

CBM-3

NGO-1



<b>Pays de mise en oeuvre</b>	<u>Pérennes</u> : Tanzanie, Malawi, Mozambique, Zambie <u>Phase de lancement</u> : Éthiopie, Kenya, Nicaragua
<b>Description du contexte</b>	En 2015, la couverture en services « élémentaires » d'approvisionnement en eau dans les zones rurales de Zambie ne dépassait pas les 15%, mis à part pour le quintile le plus riche. Les Centres SMART se concentrent sur la desserte de ces zones rurales pour répondre aux besoins des 10-20% des gens qui ne disposent pas d'un accès facile aux dispositifs collectifs d'approvisionnement en eau. En effet, la densité de population moyenne en Zambie est de 12.7 personnes par km <sup>2</sup> , et les gens doivent donc souvent parcourir de longues distances pour avoir accès à une source d'eau améliorée.
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	Les Centres SMART vendent de multiples services et produits EAH à des prix abordables qui permettent d'améliorer progressivement les systèmes d'approvisionnement en eau. Les technologies et prestations proposées incluent des pompes à corde, des pompes EMAS, le forage manuel de puits, des réservoirs de collecte des eaux de pluie, des systèmes d'irrigation en goutte-à-goutte à faible pression, et des filtres. Les Centres proposent surtout des formations et de l'accompagnement aux entrepreneurs et techniciens du secteur privé local pour que ces derniers puissent à leur tour vendre, installer et réparer ces produits. En soutenant ces entreprises locales, les Centres SMART contribuent à promouvoir les alternatives d'auto-approvisionnement dans les zones rurales.
<b>Tarification</b>	Les Centres SMART génèrent des revenus de deux façons: la vente de formation et les contrats de prestation de service. Les formations sont fortement subventionnées par les ONGs qui travaillent au développement de l'auto-approvisionnement. Les entrepreneurs formés par les Centres SMART à ce sujet peuvent aussi grâce à cela être embauchés pour des contrats de forage, de soudure ou de réparation par ceux qui utilisent les technologies proposées.
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	Souvent 15 à 20 personnes forment un groupe et co-financent ensemble l'achat du matériel et son installation. Cette prestation peut être commandée et réglée aux entrepreneurs locaux formés par un Centre SMART, plutôt qu'au Centre lui-même. Les Centres SMART servent ainsi d'organisme de promotion et d'accompagnement.
<b>Politiques d'inclusion sociale</b>	Le concept même des Centres SMART est de se concentrer sur la prestation de service à destination des ménages ayant besoin de solutions alternatives et moins chères pour leur approvisionnement en eau.
<b>Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)</b>	MetaMeta, Aqua for All Skat Foundation
<b>Pour davantage d'informations</b>	<a href="http://smartcentregroup.com/">http://smartcentregroup.com/</a> <a href="http://smartcentregroup.com/wp-content/uploads/2017/06/RWSN-SMART-Centre-app.-M-v-D.-Paper.pdf">http://smartcentregroup.com/wp-content/uploads/2017/06/RWSN-SMART-Centre-app.-M-v-D.-Paper.pdf</a>

# SMART Centres Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Pris en charge et couverts	Non pris en charge	Non pris en charge	Pas d'information	Pris en charge et couverts	Pas d'information

<b>Approche en Coût Global</b>	<p>Un Centre SMART est généralement subventionné en majorité par des ONGs ou par le gouvernement en tant que structure d'accompagnement et de développement des compétences. Les frais de fonctionnement du Centre SMART en Tanzanie sont d'environ 35 000 USD par an en moyenne. Cela comprend la formation d'une cohorte de 20 à 40 personnes, le suivi et le contrôle qualité, et l'installation de 50 à 150 puits.</p> <p>La majeure partie des bénéfices financiers provient indirectement des entrepreneurs formés, des entreprises créées et de la diminution des coûts d'amélioration des dispositifs d'approvisionnement en eau grâce à la mobilisation des investissements des particuliers. Le coût de l'accompagnement de l'auto-approvisionnement est estimé à 10 USD/personne au lieu des 40 USD/personne des systèmes d'approvisionnement collectifs.</p>
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	<p><u>Exemples de prix payés par les clients:</u></p> <p>Pompe à corde: 100 – 130 USD</p> <p>Irrigation en goutte-à-goutte: 15 – 25 USD / 100 m²</p> <p>Filtres: 18 – 100 USD</p> <p>Puits creusés à la main: jusqu'à 500 USD</p>
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	CoûtFonct délégués aux ménages.
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	CoûtEntAct délégués aux ménages.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	-
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	<p>Les 35 000 USD/an incluent la formation manuelle pour les artisans (maçonnerie, plomberie, etc), les cours d'hygiène, le contrôle qualité et les coûts des produits SMARTech.</p> <p>La surveillance des installations n'est pas incluse.</p>
<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	-
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	<p>Inclus: CoûtInv, CoûtAD</p> <p>35 000 USD/an pour l'accompagnement institutionnel et les dépenses d'investissement</p> <p>10 USD/personne/an pour l'auto-approvisionnement amélioré</p>

Année: 2015

# Spring Health

PV-2



<b>Pays de mise en oeuvre</b>	Inde (Orissa)
<b>Description du contexte</b>	En 2015, 85% des gens vivant dans les zones rurales indiennes disposaient au moins d'un accès « élémentaire » à l'eau. <sup>14</sup> En 2016, le revenu moyen en Orissa était de 2.80 USD/jour. Le climat de l'Orissa est principalement tropical.
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	Un réservoir à usages multiples est installé à proximité des puits collectifs. Si nécessaire l'eau du réservoir est traitée par chloration et microfiltres. Les jerrycans d'eau traitée sont ensuite acheminés quotidiennement en rickshaw aux ménages qui paient pour cette prestation de Spring Health. Le volume livré est généralement suffisant pour satisfaire les besoins des familles en eau potable.
<b>Tarification</b>	5 Roupies (0.07 USD) par jerrycan (20 L) pour une livraison à domicile.
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	Le paiement s'effectue lors de la livraison au domicile ou lorsque le ménage vient chercher le jerrycan. Comme le modèle repose sur l'entrepreneuriat privé, ces paiements constituent de fait les revenus des entrepreneurs.
<b>Politiques d'inclusion sociale</b>	Les ménages qui ne souhaitent pas être livrés à domicile peuvent choisir de payer seulement 4 Roupies et de venir chercher eux-même leur jerrycan.
<b>Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)</b>	Winrock International, Inc. Antenna Foundation Acumen Fund
<b>Pour davantage d'informations</b>	<a href="http://www.paulpolak.com/_slide/spring-health/">http://www.paulpolak.com/_slide/spring-health/</a> <a href="https://rwsnforum7.files.wordpress.com/2016/11/full_paper_0175_submitter_0260_heierli_urs-1.pdf">https://rwsnforum7.files.wordpress.com/2016/11/full_paper_0175_submitter_0260_heierli_urs-1.pdf</a>

<sup>14</sup> <https://washdata.org/data#/dashboard/1445>

## Spring Health Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Pas d'information	Pris en charge et couverts	Pas d'information

<b>Approche en Coût Global</b>	En 2016, en comptabilisant les coûts de traitement et de livraison, un entrepreneur Spring Health a besoin d'environ 85 clients dans un village pour équilibrer son affaire. Pour un total de 5 R/jour, cela revient à 180 USD par mois. Cela n'inclut pas les éventuels coûts de marketing et autres dépenses annexes.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	Les dépenses d'investissement initiales concernent typiquement l'achat et l'installation du réservoir à usages multiples, les éléments de plomberie, la mobilisation de la clientèle, et les premières campagnes marketing menées par l'entreprise. Le coût de ces investissements de départ est estimé à 1 000 USD.
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	Les coûts de fonctionnement incluent la commission de l'entrepreneur commission, les frais généraux des managers délégués à quatre villages, les coûts de filtrage et de chloration et le carburant. La majorité des 180 USD y est consacré.
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	Le réservoir à usages multiples est le principal actif comptabilisé en amortissement pour un remplacement à long terme – plus de 20 ans. Les autorickshaws sont sous-traités donc Spring Health ne prend en charge ni leur entretien ni leurs réparations.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	-
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	Les coûts d'accompagnement direct sont intégrés aux CoûtFonct (notamment la formation), mais sont très réduits.
<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	-
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	Inclus: CoûtInv, CoûtFonct, CoûtEntAct, CoûtAD 180 – 200 USD/mois/installation Livraison à domicile: 27 USD/personne/an

Année: 2015

# Uduma

PV-1

PPP

<b>Pays de mise en oeuvre</b>	Burkina Faso
<b>Description du contexte</b>	En 2015, 67.6% des personnes vivant dans les zones rurales du Burkina Faso avaient accès à une source d'eau améliorée « élémentaire » <sup>15</sup> . Il existe 937 réseaux d'adduction dans le pays, le taux d'état de marche global de ces réseaux ne dépasse pas les 84% <sup>16</sup> .
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	Uduma vise à professionnaliser la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau. Cette entreprise gère des réseaux d'adduction au Burkina Faso depuis 2008, sur la base de contrats d'affermage avec les municipalités. En 2018, Uduma était en charge de 27 réseaux (partiellement solaires) comprenant 198 bornes fontaines et 281 branchements domestiques. Ces réseaux d'adduction fournissent de l'eau potable à près de 100 000 personnes. La moitié de ces réseaux ont été établis dans le cadre d'un modèle construction-gestion-transfert selon lequel le gestionnaire, Uduma, pilote la conception et la construction du système d'approvisionnement en eau. Uduma est également responsable ensuite de l'entretien de l'infrastructure et des équipements sur le long terme. Tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement en eau relève d'un seul acteur (le gestionnaire) : construction, entretien, gestion, collecte des paiements des tarifs, contrôle de la qualité de l'eau, travaux d'extension des réseaux, suivi-évaluation. Les responsabilités du gestionnaire et les tarifs de l'eau sont établis par l'autorité délégataire (la municipalité) et fixés dans le contrat d'affermage qui lie le gestionnaire contractuellement.
<b>Tarification</b>	Le tarif est fixé par les autorités locales. Les usagers paient 0.85 USD/m <sup>3</sup> aux bornes fontaines et aux branchements domestiques.
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	Aux bornes fontaines et aux pompes à motricité humaine, les paiements sont collectés en liquide par les gardiens des points d'eau, le montant payé dépendant du volume consommé sur place. Les branchements domestiques font l'objet d'une facturation périodique. Tous les paiements collectés sont centralisés en utilisant les infrastructures bancaires locales et les applications mobiles de transferts de fonds. Un système de paiement électronique pilote est en cours d'expérimentation en 2019.
<b>Politiques d'inclusion sociale</b>	Dans les appels d'offre publics pour la délégation de la gestion des réseaux d'adduction, les réseaux moins rentables sont groupés avec les réseaux les plus rentables pour permettre des subventions croisées et obtenir ainsi un tarif unique pour l'ensemble des usagers. Les impôts et redevances communaux et nationaux sont prélevés sur toutes les ventes.
<b>Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)</b>	Odial Solutions Vergnet-Hydro
<b>Pour davantage d'informations</b>	<a href="http://www.Uduma.net">www.Uduma.net</a>

<sup>15</sup> <https://washdata.org/> pour le Burkina Faso

<sup>16</sup> Burkina Faso Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable 2016-2030, disponible sur [https://www.pseau.org/outils/ouvrages/mea\\_PN\\_AEP\\_2016\\_2030.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/mea_PN_AEP_2016_2030.pdf)

## Uduma Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts

<b>Approche en Coût Global</b>	Uduma prend en charge les CoûtFonct, CoûtEntAct, CoûtAD, et CoûtAI liés au service de traitement et de distribution de l'eau. L'objectif de l'entreprise est de couvrir l'ensemble des coûts par les recettes tarifaires, et elle ne reçoit pas de subvention pour la gestion. Le gouvernement est supposé assumer les dépenses d'investissement et les prêts qui s'y rapportent. Les calculs pour estimer le coût global se basent sur les chiffres de 27 réseaux d'adduction au Burkina Faso. Les coûts annuels totaux pour l'ensemble des systèmes est estimé à un peu plus de 200 000 USD/an.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	Dans le cas des contrats de construction-gestion-transfert, Uduma conçoit et construit les réseaux d'eau mais c'est le gouvernement qui prend en charge les coûts de construction et d'investissement. Uduma comptabilise toutefois d'autres coûts d'investissement annuels – en moyenne 414 USD/réseau/an en 2018 (principalement pour les aspects humains).
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	Les CoûtFonct incluent la gestion, les salaires, la collecte des recettes, les tests de qualité de l'eau et l'entretien. Ces CoûtFonct des réseaux d'adduction s'élevaient à 5 880 USD/réseau/an en 2018 (en incluant CoûtAD et CoûtAI).
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	Les grosses réparations et les réhabilitations sont estimés à 1 242 USD/réseau/an en 2018.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	-
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	Regroupés dans les estimations de CoûtFonct.
<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	Regroupés dans les estimations de CoûtFonct.
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	Inclus: CoûtFonct, CoûtEntAct, CoûtAD, CoûtAI, CoûtInvHum 1.27 USD/personne/an

Année: 2018

# Water for Good

CBM-2



<b>Pays de mise en oeuvre</b>	République centrafricaine
<b>Description du contexte</b>	La république centrafricaine est classée 188 <sup>ème</sup> – avant dernière – selon l'Indice de Développement Humain. Seuls 34% des personnes y ont accès à des services d'approvisionnement en eau au moins "élémentaires" <sup>17</sup> , répartis de façon relativement équilibrée dans les différents quintiles. Les services ne sont pas faciles à y mettre en oeuvre car la densité de la population est très faible et peu de pompes à motricité humaine ont été installées.
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	Quatre équipes d'entretien, chacune composée de deux techniciens et d'une personne collectant les données, mène chaque semestre une campagne itinérante de conseil et d'assistance, d'entretien préventif et de petites réparations dans 7 des 16 préfectures. Elles s'occupent d'environ 1 800 pompes à motricité humaine utilisées par près de 500 000 à 600 000 personnes. Deux techniciens détachés s'occupent actuellement des pompes à motricité humaine de Bangui, la capitale, et Berberati, la deuxième plus grande ville du pays.
<b>Tarification</b>	L'objectif est d'obtenir un tarif de 80 USD par puits, soit environ 0.16 USD par personne. En 2018, près de 500 comités de gestion des puits ont payé environ la moitié de cette somme. Les défauts de paiement sont principalement dûs au ralentissement des activités économiques et au caractère parfois impromptu des visites des équipes d'entretien qui ne permet pas aux usagers d'anticiper l'économie des fonds en amont.
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	Jusqu'en 2019, les paiements étaient collectés par les techniciens lors de leurs visites semestrielles. Au moment de la collecte, un reçu était remis au comité de gestion des puits et une photo du reçu était enregistrée sur l'iPad du technicien et téléchargée sur le serveur de Water for Good. Désormais les paiements sont collectés de façon plus systématique afin que les usagers puissent mieux s'y préparer.
<b>Politiques d'inclusion sociale</b>	Les comités de gestion des puits identifient les ménages qui pourraient avoir besoin d'une subvention ou d'exonération.
<b>Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)</b>	Charity: Water
<b>Pour davantage d'informations</b>	<a href="https://waterforgood.org/">https://waterforgood.org/</a>

<sup>17</sup> <https://washdata.org>



## Water for Good Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Pris en charge mais non couverts	Non pris en charge	Non pris en charge	Non pris en charge

<b>Approche en Coût Global</b>	Water for Good a différé leur rapport sur l'approche en coût global car l'état actuel de leurs registres de données n'offre pas suffisamment d'objectivité. Les responsabilités relatives aux différents postes sont toutefois indiquées ci-dessous.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	Water: Charity et les autres bailleurs de fonds prennent en général en charge les coûts d'investissement et de construction.
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	Les coûts de fonctionnement sont couverts par les paiements effectués par les comités de gestion des puits.
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	Les CoûtEntAct ne sont pas encore couverts par les paiements versés par les comités, mais des jalons sont progressivement franchis dans cet objectif.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	Tous les CoûtCap sont intégrés dans les aides financières accordées par les bailleurs.
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	Les CoûtAD sont financés par Water for Good.
<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	Les CoûtAI sont financés par Water for Good.
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	Le programme de services d'eau développé par Water for Good en République centrafricaine est co-financé par des bailleurs et par la facturation des services rendus.
Année: 2018	

# Water Mission

CBM-2

NGO-1

NGO-3

LG-3

PV-1

PV-2



<b>Pays de mise en oeuvre</b>	Pérou, Haïti, Kenya, Indonésie, Honduras, Tanzanie, Malawi, Mexique, Ouganda
<b>Description du contexte</b>	Water Mission travaille sur plus de 1 000 systèmes de pompage solaire dans 15 pays depuis 2008. Les systèmes ont été installés dans des contextes ruraux très variés. Selon les données du JMP, les taux de couverture en "service d'eau élémentaire" pourraient atteindre 97% pour les riches honduriens, mais seulement 19% pour les pauvres tanzaniens. Les huit pays de cette étude de cas jouissent de niveaux de services variables parmi ce panel de contextes.
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	Water Mission est une entreprise sans but lucratif qui propose des services de conception, de construction et d'accompagnement aux villages et communautés à la recherche de solutions d'approvisionnement en eau potable. Une palette de différentes technologies sont disponibles, mais les innovations présentées ici ne concernent que les installations de pompes solaires. Le design de ces installations comprend une pompe submersible, une station décentralisée de traitement de l'eau et un réservoir surélevé pour distribuer l'eau dans plusieurs bornes-fontaines. Toute l'installation fonctionne grâce à des panneaux solaires, qui révèlent leur potentiel croissant pour une amélioration de l'approvisionnement en eau énergétiquement efficace et moins coûteuse sur le long terme.
<b>Tarification</b>	Water Mission n'assume pas la responsabilité de la tarification, mais investit dans le renforcement de la capacité des comités communautaires de l'eau à fixer les tarifs, qui gèrent les compromis entre durabilité, abordabilité et risque, et à percevoir et gérer les revenus grâce à une formation initiale et à des arrangements de soutien continu.
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	La collecte des paiements se fait mensuellement, de façon saisonnière ou bien au moment du puisage en fonction des modes de gestion en vigueur localement. En moyenne, les dispositifs d'approvisionnement en eau de Water Mission économisent 350 USD au bout d'1 ou 2 ans. 20% des communautés soutenues par Water Mission ont un solde bancaire supérieur à 1 000 USD.
<b>Politiques d'inclusion sociale</b>	Water Mission travaille avec les comités de gestion villageois pour élaborer des budgets et fixer des prix de l'eau garantissant un équilibre entre les objectifs de recouvrement des coûts et l'abordabilité. Les comités de l'eau et d'autres entités socialement responsables au sein de la communauté, comme les acteurs religieux locaux, identifient les ménages qui ne sont pas en mesure de payer et développent conjointement des mécanismes personnalisés pour attribuer et suivre la distribution gratuite ou à prix réduit de l'eau à ces ménages.
<b>Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)</b>	
<b>Pour davantage d'informations</b>	<a href="https://watermission.org/wp-content/uploads/2017/10/Armstrong-2654.pdf">https://watermission.org/wp-content/uploads/2017/10/Armstrong-2654.pdf</a>

# Water Mission Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Pris en charge mais non couverts	Non pris en charge	Pas d'information	Pas d'information

<b>Approche en coût global</b>	Les estimations qui suivent proviennent des registres de Water Mission sur 85 dispositifs ruraux de pompage solaire. L'analyse en coût global est présentée en trois catégories : les petits dispositifs (desservant < 500 personnes), les dispositifs moyens (500-5 000 personnes) et les dispositifs intermédiaires (5 000-15 000 personnes). 84 d'entre eux génèrent suffisamment de recettes pour au moins couvrir leurs coûts de fonctionnement.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	<p>Les coûts d'investissement incluent la conception mécanique, le développement de la source d'eau, la réalisation des tests de débit et de qualité, la construction, le matériel et les équipements.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Intermédiaire:</b> 60 769 USD soit 9,58 USD/personne</li> <li>• <b>Moyen:</b> 60 960 USD soit 39,17 USD/personne</li> <li>• <b>Petit:</b> 46 733 USD soit 139,60 USD/personne</li> </ul>
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	<p>Les coûts de fonctionnement ont été calculés d'après les données des registres de chaque dispositif solaire, sur la base d'une période de 21 mois. Les coûts comprennent les produits de traitement de l'eau, le suivi de la qualité de l'eau, les frais de gestion, les frais de collecte des paiements, les salaires, le marketing, les relations publiques et la résolution de conflits.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Intermédiaire:</b> 68 USD/mois, soit 1.09 USD/personne/an</li> <li>• <b>Moyen:</b> 83 USD/mois, soit 0.52 USD/personne/an</li> <li>• <b>Petit:</b> 30 USD/mois, soit 0.11 USD/personne/an</li> </ul>
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	<p>L'estimation des coûts d'entretien des actifs se fait sur la base de la durée de vie d'une pièce du dispositif et sur le coût de son remplacement futur avec un taux d'inflation de 2.8%. La valeur actualisée du remplacement d'un dispositif medium en 2017 est d'environ 37 900 USD.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Moyen:</b> 1.51 USD/personne/an</li> </ul>
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	-
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	-
<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	-
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	<p>Inclus: CoûtInv</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Medium:</b> 39,17 USD/personne</li> </ul> <p>Inclus: CoûtFonct, CoûtEntAct</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Medium:</b> 2,03 USD/personne/an</li> </ul>

Année: 2018

# WaterCredit

NGO-1

other



<b>Pays de mise en oeuvre</b>	Kenya et Ouganda
<b>Description du contexte</b>	En 2015, dans les zones rurales du Kenya, 50% des gens avaient accès à un service « élémentaire » d'approvisionnement en eau <sup>18</sup> . Ce pourcentage global masque une grande disparité entre riches et pauvres : 70% du quintile le plus riche dispose d'un accès élémentaire, mais seuls 28% du quintile le plus pauvre dispose d'un accès de ce type. <sup>19</sup> Dans les zones rurales de l'Ouganda, 32,5% des gens avaient accès à un service d'eau au moins « élémentaire ». Ce pourcentage se retrouve dans la plupart des quintiles, mis à part celui des ménages les plus riches pour lequel 50% des gens ont accès ce type de service « élémentaire ». <sup>2</sup>
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	En partenariat avec des institutions financières locales (banques, organismes de micro-crédit, etc), un programme de prêts a été créé spécifiquement à destination des services et des produits d'accès à l'eau et à l'assainissement. Les produits et équipements concernés sont par exemple des réservoirs d'eau, des branchements, des puits superficiels, des toilettes, etc. Lors de l'achat des produits ou services, les fonds sont versés directement aux entreprises de services d'eau et d'assainissement plutôt qu'au client afin de minimiser les risques de dévoiement du prêt.
<b>Tarification</b>	Le montant des mensualités de remboursements du prêt sur une période de 6 à 24 mois, à un taux de 16%-22%, était en moyenne de 28 à 30 USD par mois.
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	Les institutions financières prendront en charge la gestion des fonds et le recouvrement des mensualités contractuelles de remboursement des prêts.
<b>Politiques d'inclusion sociale</b>	Les prêts donnent l'opportunité aux clients de pouvoir financer l'amélioration de leurs équipements d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Cependant, comme les institutions financières sont dépendantes de leurs marges de profit, seuls les ménages qui ont les moyens d'assumer le taux et les mensualités des prêts pourront bénéficier du programme WaterCredit.
<b>Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s) (si pertinent)</b>	Water.org The MasterCard Foundation ECLOF, Equity, KWFT, SMEP, PostBank
<b>Pour davantage d'informations</b>	<a href="https://water.org/about-us/our-work/watercredit/">https://water.org/about-us/our-work/watercredit/</a>  <a href="https://rwsnforum7.files.wordpress.com/2016/11/full_paper_0257_submitter_0335_gupta_sanjay.pdf">https://rwsnforum7.files.wordpress.com/2016/11/full_paper_0257_submitter_0335_gupta_sanjay.pdf</a>

<sup>18</sup> <https://washdata.org>

<sup>19</sup> <https://washdata.org>

# WaterCredit Approche en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Pris en charge et couverts	Non pris en charge	Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Non pris en charge	Pas d'information

<b>Approche en Coût Global</b>	Si les coûts fixes de développement du produit sont inclus, une institution financière devra générer 4 700 prêts, ou 1 175 000 USD, amortis sur dix ans pour équilibrer ses comptes. Cela permettrait d'améliorer les infrastructure d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour environ 24 000 personnes. L'étude de bilan a estimé qu'une marge de 4% pouvait être obtenue si le volume de prêt était suffisant.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	L'institution financière aurait distribué des prêts d'un montant moyen de 572 USD entre 2010 et 2015, les prêts allant de 250 à 3 000 USD. En comptant l'intérêt, les clients remboursent un montant moyen de 672 à 720 USD.
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct)</i>	L'entretien des produits d'approvisionnement en eau et d'assainissement est à la charge du client.
<i>Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	L'entretien des produits d'approvisionnement en eau et d'assainissement est à la charge du client.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	En 2015, le coût de gestion des prêts pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement est estimé à 27 000 USD par an, en plus des frais de fonctionnement habituels de l'institution financière.
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD)</i>	Water.org et la MasterCard Foundation proposent un soutien technique et financier à travers des « subventions conditionnées » pour que cinq institutions financières proposent ce type de prêt. Le coût cumulé de l'étude de marché, de la conception d'un prototype, de sa mise en œuvre et de son déploiement dans les différentes branches de l'institution est estimé à 200 000 USD par institution concernée.
<i>Coûts d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	-
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	Inclus: CoûtInv, CoûtCap, CoûtAD Construction en auto-approvisionnement: 50 USD/personne

Année: 2015

# Whave Solutions

CBM-3

LG-3

PPP



<b>Pays de mise en oeuvre</b>	Ouganda (districts d'Amaudat, Kaabong, Kamuli, Kotido, Kumi, Mityana et Nakaseke)
<b>Description du contexte</b>	<p>En 2015, dans les zones rurales de l'Ouganda, 32,5% des gens avaient accès à un service d'eau au moins « élémentaire ».<sup>20</sup> Ce pourcentage se retrouve dans la plupart des quintiles, mis à part celui des ménages les plus riches pour lequel 50% des gens ont accès ce type de service « élémentaire ».<sup>21</sup> Tous les districts ont un climat tropical, sauf celui de Kotido dont le climat est steppique.</p>
<b>Description du service d'approvisionnement en eau</b>	<p>Whave Solutions soutient l'installation, la réhabilitation, la gestion et l'entretien à la fois des pompes à motricité humaine et des réseaux d'adduction en signant des contrats de service de fiabilité avec chaque village ou communauté. Ces contrats sont élaborés selon les réglementations locales. Le contrat de fiabilité s'assimile à une assurance.</p> <p>Les communautés font des versements périodiques pour que leurs sources d'approvisionnement en eau puissent bénéficier d'actions préventives et de réparations d'urgence en cas de besoin. Whave utilise ces cotisations pour gérer et payer les techniciens. Les techniciens font des visites régulières de chaque point d'eau lors desquelles ils effectuent les réparations nécessaires ainsi que l'entretien préventif pour éviter les pannes.</p> <p>Le contrat est appelé Contrat d'Entretien Préventif et de Réhabilitation Continue (Preventive Maintenance and Continuous Rehabilitation Agreement, PMCR) et couvre les remplacements de toutes les pièces, quelle que soit leur taille. La communauté, et l'investisseur initial qui a financé les coûts d'installation, sont de ce fait assurés du bon état de marche des équipements sur le long terme et n'ont pas à craindre qu'une dépense considérable de réhabilitation ou de démantèlement vienne gréver fortuitement leur budget.</p>
<b>Tarification</b>	<p>Whave utilise une série de grilles tarifaires hybrides et à la demande afin de s'adapter aux préférences de la communauté. Les pompes à motricité humaine et les bornes-fontaines ont des prix différents, de 0,005 à 0,014 USD pour 20 litres.</p> <p>Les écoles et les autres institutions bénéficient également de remises ou d'échéanciers de paiement annuels, et les entreprises paient un prix plus élevé du fait des volumes qu'elles consomment. Les communautés peuvent également opter pour un mode de paiement annuel de 95 – 162 USD par an, en fonction du nombre de collectes. Actuellement, ces prix annuels sont cependant tous réduits afin de consolider le consensus social et d'atteindre une normalisation des paiements.</p>
<b>Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds</b>	Whave collecte les paiements de deux façons. Tout d'abord, le Comité Eau et Assainissement local répartit et collecte les paiements. Une deuxième tentative est faite ensuite par un représentant local de l'entreprise, les

<sup>20</sup> <https://washdata.org><sup>21</sup> <https://washdata.org>

frais supplémentaires étant répercutés auprès du CEA. Dans les deux cas, les paiements annuels du contrat cadre sont versés à l'entreprise, Whave, par la communauté.

L'entretien préventif et la réactivité des interventions d'urgence sont encouragés en imposant des pénalités sur les salaires mensuels des techniciens en cas de manquements. Des guichets automatiques pourraient être installés à l'avenir afin de faciliter les paiements.

**Politiques d'inclusion sociale**

Un Comité Eau et Assainissement rassemble les représentants des institutions, des entreprises et des ménages qui partagent une même source d'approvisionnement en eau. Ce comité collecte les cotisations annuelles et peut décider de la façon dont la grille tarifaire sera adaptée à la situation locale – par exemple en mettant en place un tarif social pour les consommations de base, des seuils spécifiques ou des tarifs institutionnels. Il peut exempter ou accorder des réductions tarifaires aux ménages dont les revenus sont limités afin que tous les membres de la communauté aient accès au point d'eau en permanence et que personne ne soit débouté par manque de moyens.

**Nom(s) du/des financeur(s)/bailleur(s)**  
(si pertinent)

Mercy Corps, Siemens Foundation, UNICEF, USAID Sustainable WASH Systems programme

**Pour davantage d'informations**

<https://www.whave.org/>

[https://rwsnforum7.files.wordpress.com/2016/11/full\\_paper\\_0194\\_submitter\\_0250\\_goring\\_emma.pdf](https://rwsnforum7.files.wordpress.com/2016/11/full_paper_0194_submitter_0250_goring_emma.pdf)



## Whave Solutions Analyse en coût global

CoûtInv	CoûtFonct	CoûtEntAct	CoûtCap	CoûtAD	CoûtAI
Non pris en charge	Pris en charge et couverts	Pris en charge et couverts	Non pris en charge	Pris en charge mais non couverts	Non pris en charge

<b>Analyse en coût global</b>	Le recouvrement des CoûtFonct, CoûtEntAct, CoûtAD et CoûtAI nécessite de collecter environ 315 USD par an par communauté. Lorsque le paiement sera rentré dans les habitudes, le prix du service pourra augmenter pour atteindre cet objectif. Ces tarifs ne sont pas destinés à financer de nouvelles installations ou des extensions, car ce type de dépenses d'investissement relèvent du gouvernement.
<i>Coûts d'investissement – infrastructure et support (CoûtInv)</i>	Dans ce modèle les gouvernements et les structures d'aide au développement prennent en charge les CoûtInv à condition que la source d'approvisionnement en eau ait fait l'objet d'un contrat PMCRA assurant que tous les coûts futurs d'entretien et de réparation soient couverts pour l'avenir. Il y a actuellement une très forte incitation à aller progressivement des pompes à motricité humaine vers des réseaux d'adduction plus rapprochés des habitations. Ces coûts d'investissements seront précisés et négociés entre Whave, la communauté et les partenaires financeurs des CoûtInv.
<i>Coûts de fonctionnement et des petites réparations (CoûtFonct) et Coûts d'entretien des actifs (CoûtEntAct)</i>	Les coûts liés à la gestion, aux salaires et aux équipements (quelle que soit leur taille) sont couverts par les cotisations ou paiements annuels de chaque communauté. Cela fait l'objet de clauses spécifiques dans le contrat de service.
<i>Coûts des Capitaux (CoûtCap)</i>	Les coûts des capitaux sont supposés être couverts par le gouvernement ou la structure d'aide au développement selon le contrat signé.
<i>Coûts d'accompagnement direct (CoûtAD) et d'accompagnement indirect (CoûtAI)</i>	À mesure que Whave mûrit, les coûts d'accompagnement direct et indirect pourraient être couverts par les recettes collectées. Actuellement, les coûts d'élaboration des contrats et du suivi des résultats sont supposés être pris en charge par le gouvernement. Whave est en revanche responsable de la formation et de la supervision des techniciens.
<i>Total des coûts (TotCoûts)</i>	Inclus: CoûtFonct, CoûtEntAct, CoûtAD, CoûtAI Echéancier de paiements annuel: 1,2 USD/personne/an Paiement direct sur site à la demande: 5.11 USD/personne/an

Année: 2018

# Voulez-vous être dans le Répertoire" 2020 ?

Nous espérons que vous avez trouvé ce répertoire utile. Nous prévoyons de produire des éditions mises à jour chaque année avec des entrées et des mises à jour. Si vous exploitez un service, une entreprise ou un projet pilote d'approvisionnement en eau en milieu rural, vous pouvez soumettre votre entrée ici : [www.surveymonkey.com/r/rwsn-directory](http://www.surveymonkey.com/r/rwsn-directory)

De plus, nous voyons cela comme la référence pour les produits et services d'approvisionnement en eau en milieu rural, donc si vous êtes intéressé par une publicité complète, d'une demi-page ou d'un quart de page, contactez le Secrétariat du RWSN. ([ruralwater@skat.ch](mailto:ruralwater@skat.ch)) pour les tarifs publicitaires.

Le Répertoire RWSN est produit en anglais et en français et est distribué à plus de 11 000 membres dans 167 pays.

## 04 RÉFÉRENCES & INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

*Fonseca C., Franceys, R. Batchelor, C., McIntyre, P., Klutse A., Komives K., Moriarty P., Naafs, A., Nyarko, K., Pezon, C., Potter, A., Reddy, R. and Snehalatha, N. (2011) Briefing Note 1a: Life-cycle costs approach Costing sustainable services, WASHCost, IRC, The Hague, Netherlands*

*Foster T., S. G. Furey, B. Banks & J. Willetts (2019) "Functionality of handpump water supplies: a review of data from sub-Saharan Africa and the Asia-Pacific region", International Journal of Water Resources Development, DOI: 10.1080/07900627.2018.1543117*

*Hutton G; Gosling L.; Adank, M.; Boulenouar J.; Naughton M.; S. Fürst and Furey S. G. (2019) Cost effective ways to leave no-one behind in rural water and sanitation. Summary of RWSN E-discussion, RWSN, Skat Foundation, Sankt Gallen*

*McNicholl, D., Hope, R., Money, A., Lane, A., Armstrong, A., van der Wilk, N., Dupuis, M., Harvey, A., Nyaga, C., Womble, S., Favre, D., Allen, J., Katuva, J., Barbotte, T., Buhungiro, E., Thomson, P., and Koehler, J. (2019). Performance-based funding for reliable rural water services in Africa*

*RWSN (2009) Handpump Data 2009 Selected Countries in Sub-Saharan Africa, RWSN, St Gallen, Switzerland.*

*RWSN Executive Steering Committee (2010) Myths of the Rural Water Supply Sector. RWSN Perspective No 4, RWSN, St Gallen, Switzerland*

*WaterAid/Aguaconsult (2018) "Management models for piped water supply services", WaterAid, October 2018.*

*Whaley L., MacAllister D.J., Bonsor H., Mwathunga E., Banda S., Katusiime F., Tadesse Y., Cleaver F. and A. MacDonald (2019) Evidence, ideology, and the policy of community management in Africa, Environmental Research Letters, Volume 14, Number 8*

*World Bank Group (2017) "Sustainability Assessment of Rural Water Service Delivery Models: Findings of a Multi-Country Review". World Bank, Washington, DC*

## 05 LES STATISTIQUES 2019 DES PMHS



En partenariat avec la  
Bourse en ligne des données des  
points d'eau (WPDx)  
[www.waterpointdata.org](http://www.waterpointdata.org)

En 2007 puis en 2009, le RWSN avait élaboré un tableau récapitulatif des estimations de l'état de marche des Pompes à Motricité Humaine (PMHs) dans les pays africains sub-sahariens<sup>22</sup>. Davantage de données sont désormais disponibles grâce aux outils de cartographie des points d'eau et à la bourse en ligne des données des points d'eau (WPDx). Une analyse de ces nouvelles données disponibles pour les régions d'Afrique sub-saharienne et d'Asie-Pacifique a été publiée en mars 2019<sup>23</sup> et le tableau ci-après en résume les résultats:

Tableau 1. Statistiques de l'état de marche des PMHs en Afrique sub-saharienne

Pays	Année(s)	Périmètre	Nbre de PMHs	PMHs défectueuses
Afrique du Sud	2000	8 des 44 districts	34 130	27%
Angola	2015	National	4 389	25%
Bénin	2016	National <sup>24</sup>	13 003	12%
Burkina Faso	2017	National	52 596	11%
Burundi	2012	National	229	58%
Cameroun	2011-15	189 des 316 communes	6 899	32%
Congo (Brazzaville)	2008	1 des 10 depts ruraux	159	50%
Côte d'Ivoire	2016	National	22 807	30%
Éritrée	2006	National	864	43%
Éthiopie	2010-14	2 des 9 régions	4 620	33%
Gabon	2012	National	1 158	47%
Ghana	2014	6 des 10 régions <sup>25</sup>	32 361	26%
Guinée	2012	National	12 815	18%
Guinée-Bissau	2016	Sub-national <sup>26</sup>	3 190	36%
Kenya	2013	9 des 47 depts	2 580	24%
Liberia	2017	National	12 684	20%
Madagascar	2018	National <sup>27</sup>	15 068	20%
Malawi	2007	National <sup>28</sup>	24 769	22%
Mali	2015-16	5 des 8 régions	19 951	29%
Mauritanie	2012	1 des 15 régions	71	54%
Mozambique	2011-12	93 des 128 districts	12 180	20%
Namibie	2000	2 des 14 régions	94	54%
Niger	2015	National	10 072	15%
Nigéria	2006	35 des 36 états <sup>29</sup>	26 423	42%
Rép. Centre africaine	2003	National	3 177	25%

<sup>22</sup> RWSN 2009

<sup>23</sup> Foster *et al* 2019

<sup>24</sup> La cartographie 2014-15 des PMHs dans 6 des 11 départements a relevé un taux de défaillance de 21%

<sup>25</sup> Une évaluation du niveau de service en 2013 portant sur 568 PMHs dans trois districts a relevé un taux de défaillance de 19%

<sup>26</sup> Les données font référence aux forages équipés de PMHs, et la collecte des données est en cours.

<sup>27</sup> Un sondage en 2013 sur 121 PMHs a relevé un taux de défaillance de 29%

<sup>28</sup> En 2015 un inventaire des PMHs du District de Chikwawa a relevé un taux de défaillance de 22%

<sup>29</sup> Les données de l'état de Bornéo n'ont pas été collectées pour des raisons de sécurité. En 2012 l'inventaire de 21 135 PMHs parmi 661 des 774 autorités locales ont relevé un taux de défaillance de 36%, alors qu'en 2015 un inventaire des 6108 PMHs au sein de 20 autorités locales a relevé un taux de défaillance de 29%

Pays	Année(s)	Périmètre	Nbre de PMHs	PMHs défectives
Rép. Dém. du Congo	2011	Échantillon national	2 214	25%
Rwanda	2008-09	6 des 30 districts	279	16%
Sénégal	2014	National	2 903	22%
Sierra Leone	2016	National	11 895	25%
Soudan du Sud	2009-11	5 des 10 états	11 790	20%
Soudan	2009	6 des 18 états	12 058	35%
Swaziland	2013-15	National	801	28%
Tanzanie	2011-13	27 des 31 régions	22 021	33%
Tchad	2000	National	3 267	16%
Togo	2006-7	National	4 550	30%
Ouganda	2016	National	58 366	19%
Zambia	2007	National	25 624	27%
Zimbabwe	2014-17	6 des 8 provinces	29 986	28%
<b>TOTAL</b>				<b>26%</b>

Tableau 2. Statistiques de l'état de marche des PMHs pour la région Asie-Pacifique

Pays	Année(s)	Périmètre	Nbre de PMHs	PMHs défectives
Afghanistan	2013-14	194 des 398 districts	24 504	36%
Bangladesh	2017	National	1 656 695	9%
Cambodge	2008-14	48 des 163 districts	136 722 <sup>30</sup>	7%
Inde <sup>31</sup>	2013-17	National	5 723 533	6%
Kiribati	2003	4 des 24 conseils	187	81%
Laos	2015	2 des 147 districts	720	35%
Philippines	2014	6 des 81 provinces	10 743	10%
Timor Oriental	2007-8	3 des 13 districts	99	47%
Vanuatu	2014-16	60-66 conseils	245	12%

Pour des informations complètes sur les méthodes, les sources de données et les limites des études merci de consulter:

*Foster T., S. G. Furey, B. Banks & J. Willetts (2019) "Functionality of handpump water supplies: a review of data from sub-Saharan Africa and the Asia-Pacific region", International Journal of Water Resources Development, DOI: 10.1080/07900627.2018.1543117 (en anglais)*

Le concept d'« état de marche » comme donnée statistique binaire (oui/non) est une simplification d'une réalité plus nuancée sur le terrain. Les travaux en cours du projet UPGro « Une crise invisible »<sup>32</sup> devraient fournir davantage d'éléments et de contenu sur les disparités de situation locales. De plus, les travaux de l'Université d'Oxford (par ex. McNicholl, D., Hope, R., Money, A., 2019) soulignent l'importance d'utiliser la durée des pannes comme indicateur majeur de la qualité de service.

<sup>30</sup> L'échantillon inclut des PMHs privées.

<sup>31</sup> En 2009, le Ministère indien de l'eau potable et de l'assainissement a recensé 4 155 000 PMHs, dont 11.8% étaient défectives

<sup>32</sup> <https://upgro-hidden-crisis.org/>

# GLOSSAIRE

ACG	Approche en coût global
EAH	Eau, Assainissement et Hygiène
GC	Gestion communautaire
ODD	Objectif de Développement Durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
RWSN	Réseau pour l'approvisionnement rural en eau
SDC	Agence suisse pour le développement et la coopération (également connue sous les sigles DEZA, DDC, COSUDE)
SISAR	Un organisme régional d'approvisionnement rural en eau au Brésil
SMART	Technologies simples, basées sur le marché, réparables et d'un coût abordable
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Agence Etats-Unienne d'aide au développement
UPGro	Libérer le potentiel des eaux souterraines pour les populations pauvres (Programme de recherche financé par le Royaume Uni)
USD	Dollar états-unien
WPDx	Bourse en ligne des données sur les points d'eau

Titre	Définition
Nom du projet ou de l'organisation	Le nom du mode de gestion, ou bien de l'organisation qui s'en occupe ou l'a créé.
Nom(s) des financeurs/bailleurs	Principaux financeurs.
Pays de mise en oeuvre	Lieu(x) où le service est opérationnel.
Type de prestation fournie	Voir p.10
Type de mode de gestion	Voir p.10
Description du contexte	Une brève description du lieu où le service est proposé.
Description du service d'approvisionnement en eau	Une brève description du type de service.
Tarification	Montants moyens payés par les usagers (en monnaie locale et en dollars US).
Recouvrement des paiements et système de gestion des fonds	Description de la façon dont l'argent est collecté et géré.
Politiques d'inclusion sociale	La manière dont le service répond aux enjeux de coûts abordables et d'accès universel.

Titre	Définition
Approche en coût global <sup>33</sup>	Détail des principaux coûts à intégrer pour que le service soit fourni durablement.
CoûtInv	Coûts d'investissement – infrastructure et support.
CoûtFonct	Coûts de fonctionnement et des petites réparations.
CoûtEntAct	Coûts d'entretien des actifs: remplacement / mise à jour/amortissement.
CoûtCap	Coûts des capitaux: par exemple l'intérêt d'un prêt.
CoûtAD	Coûts d'accompagnement direct.
CoûtAI	Coûts d'accompagnement indirect.

<sup>33</sup> [www.irwash.org/sites/default/files/briefing\\_note\\_1a\\_-\\_life-cycle\\_cost\\_approach.pdf](http://www.irwash.org/sites/default/files/briefing_note_1a_-_life-cycle_cost_approach.pdf)

# LÉGENDE

## Type de prestation fournie



**Auto-apvisionnement:** Les ménages investissent eux-mêmes dans leur propre système d'approvisionnement en eau (par ex. puits privés, collecte des eaux de pluie).



**Service ou programme local:** La prestation d'un approvisionnement/service d'eau par une entreprise ou un programme local.



**Intervention humanitaire internationale:** La prestation d'un approvisionnement/service d'eau par une organisation ou un programme humanitaire international.



**Projet de coopération internationale pour le développement:** La prestation d'un approvisionnement/service d'eau grâce à la coopération de structures nationales et internationales.



**Partenariat Public-Privé:** Un accord contractuel entre un organisme public et une entreprise privée visant à financer, construire et gérer l'approvisionnement en eau.



**Soutien institutionnel:** La mise en place d'environnements légaux et financiers favorables à la prestation de services d'eau plutôt que l'approvisionnement lui-même (par ex. la formation, les chaînes d'approvisionnement en matériel ou les mécanismes de financement).



**Projet pilote/de recherche:** Un programme ou service d'approvisionnement en eau à petite échelle avec un objectif de recherche ou de démonstration pilote par la preuve.

## Type de mode de gestion



Gestion communautaire – avec un accompagnement ponctuel.



Gestion communautaire avec un accompagnement externe régulier.



Gestion communautaire avec une délégation à des opérateurs privés.



Fédération d'organisations de gestion communautaire au sein d'une association commune.



Gestion directe par l'autorité locale.



Autorité locale avec délégation à des opérateurs communautaires.



Autorité locale avec délégation à des opérateurs privés.



Entreprise publique d'eau.



Ministère ou structure détentrice d'actifs déléguant la prestation de service à une entreprise privée.



Système détenu et géré de façon privée.



ONG internationale / Structure de l'ONU.



ONG nationale / locale.



Organisation confessionnelle.



Autre.

*Typologie établie d'après WaterAid/  
Aquaconsult (2018)*